

<http://lipietz.net/L-ecologie-politique-fondement-de-l-altermondialisation>

La Souris verte

L'écologie politique, fondement de l'altermondialisation

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: vendredi 21 mars 2003

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

"Un autre monde est possible, mais il est dans celui-ci !" chantait le poète communiste Paul Eluard. Un demi-siècle plus tard, cet espoir est aujourd'hui incarné par l'écologie politique.

A l'Est, le communisme s'est effondré d'horreur devant les tyrannies qu'il a engendrées, le massacre de ses propres territoires (Mer d'Aral asséchée, Biélorussie et Ukraine condamnées par l'explosion de Tchernobyl). A l'Ouest, le règne néo-libéral sans partage de la marchandise, du profit, la dictature de la libre-entreprise, obtiennent les mêmes résultats par des méthodes plus surnoises.

A la racine de ce double désastre du XXe siècle, il y a l'idée commune que l'Homme peut faire n'importe quoi et que le plus fort gagne. Face à ces désastres, s'est dessinée, à partir des années 70, l'écologie politique.

L'écologie, ce n'est pas seulement "la défense de l'environnement !" C'est la lutte pour instaurer un rapport sain, harmonieux, dans cette relation triangulaire entre la personne humaine, la société dans laquelle elle vit, et le territoire où vit cette société, que la société transforme en permanence (la vraie Nature, il n'y en a plus beaucoup !) et qui lui sert de base.

Le fondateur de l'écologie politique française, René Dumont, était l'un des plus grands agronomes du siècle. Toute sa vie, il s'est posé une grande question : la planète Terre peut-elle nourrir ses habitants ? Dans les années 1950, il a lui-même cru à la révolution verte : les engrais, les pesticides (et aujourd'hui on dirait : l'élevage aux hormones, les organismes génétiquement modifiés) éradiqueraient la famine. Sur les bases de l'expérience, il lui a fallu se rendre à l'évidence : l'artificialisation de la Terre a conduit à de nouvelles catastrophes, l'empoisonnement de l'air, de l'eau, des sols, à l'empoisonnement de nos corps.

Il n'y a pas de bonnes relations entre l'Humanité et sa Planète, a-t-il conclu, sans un bon rapport des humains entre eux, et d'abord entre les hommes et les femmes. Pas de développement soutenable pour les Humains et leur Planète, sans une révolution féministe, sans un bon gouvernement (démocratique, non corrompu), sans un système économique à la fois autonome dans l'organisation du travail et solidaire dans la distribution des produits.

En ce sens, l'écologie est clairement de gauche, mais c'est "une troisième gauche". Ni la gauche de tradition communiste, qui met la croissance de la production au-dessus de tout, et fait de l'Etat le régisseur du bien commun. Ni la gauche sociale-démocrate, qu'il vaut mieux appeler sociale-libérale, qui se résigne à mettre quelques pansements sur les dégâts du libre-commerce mondial. L'écologie vise à la fois l'*autonomie* des individus et des groupes (voir le bout de actes, décider de ce que l'on produit et comment), la *solidarité* entre les humains (que chacun puisse bénéficier des fruits de l'intelligence et du travail collectif), la *responsabilité* de chacun face à l'avenir de tous, de la vie sur la planète, pour aujourd'hui et pour les générations futures.

C'est bien sûr ce dernier point qui la distingue le plus des autres forces politiques. A elle seule, l'Europe consomme les richesses naturelles de deux planètes et demi ! Elle dévore les matières premières, les énergies non renouvelables du monde entier. Les États-Unis font encore pire, prêts à mettre la planète à feu et à sang pour s'emparer de toutes les richesses pétrolières.

Mais plus grave encore, en brûlant le pétrole, le charbon, l'Europe et les États-Unis empoisonnent l'atmosphère de gaz à effet de serre qui empoisonnent le climat. Si les choses continuent ainsi, d'ici un demi-siècle, le tiers du Bangladesh sera inondé, les zones climatiques se seront déplacées de 500 km vers les pôles, des centaines de

millions d'hommes et de femmes devront migrer, dans un monde où déjà la France refuse 60 000 sans papier !

Face à ces crises écologiques globales qui vont rythmer le XXI^e siècle, face à ce libéralisme débridé qui cherche à imposer des OGM dans le paysage et les assiettes des consommateurs qui n'en veulent pas, qui déménage les usines de pays en pays à la recherche des salariés les plus exploités, des environnements les moins protégés, deux stratégies s'affrontent. Le "souverainisme" cherche à se barricader pays par pays derrière le rempart de l'État-Nation. Solution dérisoire, perdante pour les pays petits et moyens : le nuage de Tchernobyl, les pollutions atmosphériques, les semences génétiquement manipulées, n'ont pas de frontières. Cette stratégie ne sert que les pays qui veulent fonder leur compétitivité sur les mauvais traitements imposés à leurs travailleurs et à leur environnement. Et surtout à l'hyperpuissance qui veut s'ériger en souveraine du monde : les États-Unis, qui n'en font qu'à leur tête, n'acceptent aucun accord ou règlement international, dictent la loi du plus fort.

Au souverainisme, les écologistes opposent la recherche d'une autre mondialisation (d'une "altermondialisation", d'une démocratie mondiale, où les peuples pourraient, par des règles acceptées, ménager leur autonomie et protéger l'Humanité et la Planète des catastrophes globales. L'accord de Kyoto (contre l'effet de Serre), La Cour pénale Internationale (contre les Génocides et autres crimes contre l'humanité), l'Organisation Internationale du travail (pour unifier vers le haut les législations sociales nationales) sont les premiers fondements de cette démocratie internationale, et c'est pourquoi les États-Unis les rejettent. Ils n'acceptent qu'une règle : celle de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui organise le monde comme un marché ! Le monde n'est pas un marché. Bien sûr, nous sommes encore loin du vieux rêve de la république universelle. Mais la prochaine étape crève les yeux : c'est l'Europe.

L'union Européenne s'est créée elle-même comme un marché commun. Mais sous la pression des peuples, de leurs élus, elle se transforme lentement en fédération, seul outil disponible pour mettre un frein à la toute puissance des multinationales ou des États-Unis. Même les gouvernements nationaux essaient de lui mettre des bâtons dans les roues pour garder leur pouvoir.

Les peuples d'Europe, qui veulent la paix, un monde solidaire, des modes de production et de consommation respectueux de la vie et du monde que nous laissons à nos enfants, n'ont pas d'autre outil politique à l'échelle du globe, que l'Europe.

Elle n'est pas parfaite ? Battons-nous pour sa démocratisation, pour les pleins pouvoirs à son parlement élu ! Battons-nous pour une Europe généreuse, une Europe des régions et des peuples solidaires, ouverte à l'est et au sud. Ne laissons pas le club des puissants, le G8, décider de nos vies, décider de la Vie.

Ce que nous voulons : un "développement soutenable", c'est-à-dire (c'est la définition de l'ONU) un modèle de développement qui satisfait les besoins de notre génération, à commencer par ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Le marché, grandi par le profit, va à l'encontre de cet objectif.

Par la coopération de peuples à peuples, et en commençant chez nous dans chacun de nos choix de consommation, nous pouvons l'imposer. Car nous sommes le monde, nous sommes des milliards.